

COMMUNIQUE

Outrées par l'euphémisme des autorités gouvernementales vis-à-vis des effets du terrorisme, des organisations de la société civile togolaise reviennent à la charge par trois (03) propositions fondamentales.

1. Depuis un certain temps, des attaques terroristes se multiplient contre notre pays, le Togo, avec les mêmes dégâts qui se caractérisent par les pertes en vies humaines au sein des populations civiles et militaires. Cependant, les stratégies et méthodes de riposte de nos forces de défense ne semblent pas avoir changé : absence d'un plan réel d'anticipation et usage du matériel inadapté à la lutte contre le terrorisme ; par exemple des véhicules légers qui ne résistent pas aux mines ; et la conséquence est que le bilan ne cesse de s'alourdir au sein des forces de défense sur le terrain.
2. Curieusement et depuis lors aussi, plutôt que de mettre les moyens adéquats pour une lutte efficiente, on note une obsession de la part du gouvernement à faire de l'opacité sur les bilans réels. Pendant ce temps, les deniers publics répondent toujours aux besoins de jouissance de la minorité pilleuse.
3. Un sérieux contraste et une inconséquence notoire qui prouvent à suffisance que les autorités gouvernementales du Togo sont déconnectées de la réalité qui s'impose en terme d'organisation, de stratégies et des moyens pour répondre au fléau du terrorisme. À cela, s'ajoute la rétention des informations et l'euphémisme dans le langage de la communication y afférente .
4. À ce jour, en plus des pertes en vies humaines et des dégâts matériels innombrables, on compte par milliers le nombre de personnes déplacées, qui ont vidé une dizaine de villages sous la menace terroriste. Ces populations ont abandonné leurs champs et leurs activités, pour aller vers d'autres milieux ; sans oublier les réels et nombreux problèmes consécutifs à pareil phénomène migratoire.
5. En outre, la banalisation de la corruption qui se manifeste dans le domaine de la transhumance devient également inquiétante au regard de la position des autorités du Burkina Faso qui auraient évoqué le sujet relatif à la saisie des bœufs appartenant à leurs concitoyens ; la complaisance dans les règlements des conflits entre populations et bouviers, parfois soutenus par les mêmes autorités, propriétaires des cheptels ; le silence du gouvernement face à la détention et à l'usage fatal des armes blanches par les bouviers contre les populations civiles (les cas sont légion et exacerbent les sentiments de frustration et de méfiance) ; ainsi que la corruption endémique des agents de force de sécurité en patrouille aux frontières et aux checkpoint ; ajoutée la non maîtrise par les autorités en charge de la sécurité des modes opératoires des terroristes sont entre autres, des failles réelles qui laissent prospérer le phénomène du terrorisme dans notre pays.
6. **Nos organisations implorent l'accompagnement de la communauté internationale.** La crise sociopolitique au Togo a été durement affectée par le désastre social dû à la mal gouvernance et à la vie chère et cette situation est rendue compliquée par la crise sanitaire et les attaques terroristes. Ces maux ne peuvent pas trouver leurs solutions sans l'accompagnement de la communauté internationale compte tenu de **l'usure du pouvoir togolais, source d'une gouvernance qui navigue à vue et qui se**

manifeste par la méconnaissance des réalités et défis d'une part, et par l'absence des mesures adéquates, le laxisme des dirigeants face aux préoccupations du peuple d'autre part ; rien de nouveau à proposer aux Togolais en mille situations de détresse.

7. **Ces signes manifestes d'une véritable usure du pouvoir**, expliquent l'échec répété qui caractérise les multiples dialogues politiques et sociaux au Togo ; et récemment encore, celui des rencontres en début du mois d'août 2022 sur la question du terrorisme entre les partis politiques de l'opposition et le gouvernement en place. Ce fut purement et simplement que de la poudre aux yeux ; depuis quand le gouvernement du Togo a été ouvert à « *un esprit de gouvernance concertée et de promotion du dialogue* » comme il l'indique dans son communiqué du 4 août 2022 ?
8. C'est pourquoi nos organisations restent très préoccupées par l'évolution des crises sécuritaire et sociopolitique qui s'exacerbent, alors qu'aucune mesure réelle et sérieuse n'est prise pour éviter des lendemains sombres à notre pays.
9. Pour cela, nos organisations implorent vivement la communauté internationale à travers le Groupe des cinq chancelleries (G5) pour un accompagnement, essentiellement autour de trois objectifs principaux en vue de la décrispation de l'atmosphère politique :
 - i. **Le retour de tous les exilés politiques en vue de contribuer à panser et à guérir les blessures et les divisions qui gangrènent la société togolaise.**
 - ii. **La libération de tous les prisonniers d'opinion, qui sera un signal fort de la fin de l'arbitraire et des abus de pouvoir.**
 - iii. **L'organisation et la tenue d'assises nationales sous l'égide de la communauté internationale pour aider les filles et les fils du Togo à s'asseoir autour d'une même table afin de discuter, concevoir, opérer et réaliser les réformes sécuritaires, politiques, électorales et sociales qui s'imposent dans l'optique de sceller les bases d'une réelle gouvernance concertée et du vivre ensemble.**
10. **Nos organisations interpellent toutes les composantes de la nation togolaise.** Elles convient toutes les forces vives de la nation et toute la population togolaise, sans exception aucune, à orienter leurs actions autour de l'avenir de notre chère patrie. **À cet effet, nos organisations exhortent tous les partis politiques, y compris la coalition au pouvoir et toutes les autres composantes de la société togolaise, à diriger et axer leurs plans d'actions autour de ces trois fondamentaux** en vue de la décrispation du climat socio-politique au Togo.

Fait à Lomé, le 11 septembre 2022,
Pour les organisations,
Le Président de l'ASVITTO,

M. Monzolouwè B. E. ATCHOLI KAO